

LES BIENS COMMUNS – GOUVERNANCE ETHIQUE

Par Alain Juillet, Henri Dou, Simon Gineys¹

De tout temps, l'analyse de son environnement, la vision de son devenir et les moyens pour y parvenir ont fait l'objet à la fois de recherches, de méthodes et parfois d'outils.

De nos jours, que ce soit au niveau de l'influence géopolitique, de la concurrence commerciale, des développements technologiques ainsi que de la sécurité nationale, de multiples menaces auxquelles nous n'étions pas habitués apparaissent.

En même temps, le développement des démocraties libérales ou néolibérales a placé le profit au premier plan des enjeux des grandes entreprises, voire des États, accroissant les inégalités à la fois financières et géographiques démontré notamment par la dichotomie entre villes et campagnes et donc inexorablement humaines.

Dans ce contexte, les biens communs ou « commons » qui ont été confortés dans la période des trente glorieuses ont permis une sécurisation des populations en leur assurant à la fois un confort psychologique et matériel. Mais, le développement du néo-libéralisme qui a suivi a placé le profit au centre des préoccupations des acteurs politiques et économiques. Ainsi les inégalités se sont accrues et les « commons » au lieu d'être confortés au profit de tous ont été redéfinis pour en tirer profit, témoins en sont la gestion de l'eau, de l'énergie, de la production agricole, de la désertification industrielle des pays développés etc.

Ce paradigme a fait perdre de vue que la santé est un bien commun. La rationalisation des coûts et la maximisation des profits, ont conduit celle-ci à devenir une marchandise, témoin en est la diminution des dotations des hôpitaux la raréfaction des médecins dans les zones isolées, une dépendance quasi-totale aux principes actifs des médicaments, etc.

Sans être le chantre des effondrements, c'est la santé, ce bien commun par excellence qui vient rappeler aux puissants que le peuple mérite considération et ceci au-delà de l'idéologie néolibérale et de la création des profits.

La pandémie actuelle bouscule les idéologies et nous rappelle que personne n'est à l'abri des attaques du virus et que les profits accumulés, ni la progression constante du « doux commerce » ne constituent pas une barrière de protection suffisante, surtout lorsque le vaccin ou le traitement médical n'existent pas..

Le théâtre d'ombre international s'effrite, les alliances évoluent et se remanient dans une progression chaotique; que restera-t-il à la fin de cet épisode ? Certainement des changements de comportements et surtout, il faut l'espérer, une sécurisation plus grande des « commons » parmi lesquels l'eau et l'énergie constituent la plus grande part : l'eau parce qu'elle est directement liée à la santé, l'énergie parce qu'elle est directement liée à une meilleure sécurité et au maintien acceptable des conditions de vie.

¹ **Alain Juillet a été directeur du renseignement à la DGSE, conseiller chez Orrick Rambaud Martel, président du Club des directeurs de sécurité des entreprises. Henri Dou ancien Professeur des Universités est président du think tank Ciworldwide, consultant international en analyse des brevets et veille technologique. Simon Gineys est consultant et entrepreneur.*

La tendance à une nouvelle régionalisation.

Dans de nombreux pays, qu'ils soient développés ou en développement, on constate que l'accès à ces « deux principes de base » que sont l'eau et l'énergie devra être autonomisée. De plus en plus les « communautés » comprennent qu'elles doivent se prémunir contre les aléas climatiques, les fortes tensions géopolitiques, les épidémies, en fait tous les stress qui ne manqueront pas d'apparaître dans un monde où les excès du passé impactent maintenant le présent et le futur.

C'est dans ce cadre qu'une nouvelle Intelligence Économique et Stratégique, se développe pour analyser les contraintes, les stress, les menaces inattendues qui impacteront les communautés. Il va falloir construire une résilience locale permettant d'apporter une réponse acceptable au « préjudice ».

Il faut que les flux migratoires incontrôlés, qui conduisent les habitants des campagnes, faute de l'essentiel, à se rapprocher constamment des grandes métropoles, créant insécurité, manque d'hygiène, développement de la pauvreté et instabilité politique ne soient plus considérés comme irréversibles.

Il devient donc urgent, dans une politique de défense et d'amélioration des biens communs d'essayer de fixer les populations rurales en leur apportant sur **le long terme et de manière durable**, les biens les plus simples : eau potable, énergie, base de soins élémentaires, conditions décentes d'éducation et accès à une information maîtrisée.

Des bénéfices directs.

La création d'un point fixe dispensant les biens communs élémentaires, conduit au renforcement de la communauté et permet le développement par réunions, points de rencontre, de projets coproduits assurant une plus grande cohésion sociale. L'accès permanent à l'eau potable (en priorité pour les enfants en bas âge) va diminuer la mortalité de ces derniers et donc avoir un impact direct sur la vie familiale. L'accès à un système de soin simple va aussi contribuer au bien-être des habitants.

En conclusion

Il faut apprendre à penser en termes de sécurité globale, c'est-à-dire ne pas se concentrer uniquement sur les grands projets dont la durée de réalisation est souvent trop longue pour que les populations ressentent un effet immédiat. Il faut apporter aux populations « hors réseaux », éloignées des métropoles des solutions pérennes, maîtrisables localement permettant de conforter les biens de base élémentaires.

De nos jours, le monde change, les populations prennent conscience de leur rôle « politique » et sont moins sensibles aux discours et aux promesses. Elles subissent de plein fouet les effets du changement climatique et leurs impacts sur l'habitat, l'agriculture, la santé en bref sur leurs conditions de vie.

Apporter des solutions rapides, efficaces et durables, est un enjeu politique majeur. Il permet de mailler le territoire, de renforcer les communautés et de faire apparaître la vision et les propositions politiques sous un jour nouveau, créant un lien plus direct entre décideurs et population.

La nouvelle Intelligence Économique, développée en France à la suite des différents échecs passés, a conduit à décrypter les fondements d'un système de développement plus juste, plus proche de la société civile, réconciliant décisions politiques et citoyens. Ceux qui seront à même au niveau d'un territoire, d'un **État de mettre en place ces solutions auront un avantage compétitif décisif vis-à-vis de leurs concurrents et seront aussi à même de présenter au plan international une gouvernance éthique exemplaire.**